



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 03 juillet 2025

La présidente Claudia Sheinbaum affiche un taux d'approbation de 76 % d'après le sondage du mois de juin du journal *El Financiero*.

LE CHIFFRE A
RETENIR

76 %

Taux d'approbation de C.
Sheinbaum en juin 2025

La popularité de la présidente qui avait obtenu un taux d'approbation de 78 % à l'issu de ses 100 premiers jours de mandat est resté très élevée malgré le contexte international adverse.

La perception des relations entre le Mexique et les États-Unis s'est à nouveau détériorée en juin, avec seulement 33 % des personnes interrogées déclarant qu'elles considéraient les relations comme favorables, tandis que 49 % les ont qualifiées de « mauvaises » ou de « très mauvaises ». Le niveau de perception négative des relations entre Claudia Sheinbaum et Donald Trump a en outre atteint un record depuis janvier, s'élevant à 57 %.

En ce qui concerne l'action gouvernementale, 81 % des personnes interrogées ont évalué positivement la gestion de l'aide sociale et 68 % ont jugé favorable la gestion de l'économie. En revanche, la gestion de la sécurité publique ne recueille que 46 % d'opinions positives tandis que la gestion de la corruption et du crime organisé recueille une majorité d'opinion défavorables.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon l'enquête de juin réalisée par la Banque centrale du Mexique (Banxico) auprès des économistes du secteur privé, l'inflation générale devrait s'établir à 4,0% à la fin de l'année, soit une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'estimation de mai. Pour 2026, la prévision a été légèrement abaissée à 3,74%. Concernant l'inflation sous-jacente — qui exclut les composantes les plus volatiles, comme l'énergie et les produits alimentaires non transformés — les anticipations ont également été relevées à 4,0% pour 2025, contre 3,98% précédemment, et à 3,71% pour 2026. Sur le plan de l'activité économique, les prévisions de croissance du PIB ont été légèrement ajustées : les experts anticipent désormais une expansion de 0,2% pour 2025, contre 0,18% le mois dernier. Pour 2026, les perspectives ont été revues à 1,4%, en léger recul par rapport aux 1,41% précédemment estimés. Enfin, le peso mexicain — qui s'est apprécié de près de 10% face au dollar depuis le début de l'année — devrait continuer à se renforcer. Les analystes anticipent désormais un taux de change de 20,13 MXN pour 1 USD à la fin de l'année 2025 (contre 20,50 MXN/USD en mai) et maintiennent cette même projection pour la fin de 2026.

La présidente Claudia Sheinbaum a salué la réduction par le Sénat américain de la taxation sur les transferts de fonds (*remesas*), qui passerait de 3,5 à 1%, et se ne s'appliquerait qu'aux transactions réalisées en espèces. Le Sénat américain a approuvé de justesse ce mardi 1^{er} juillet le paquet budgétaire présenté par le président D. Trump et est revenu sur le taux de taxation sur les transferts de fonds, initialement proposé à 5% par l'exécutif avant d'être ramené à 3,5% par la Chambre des représentants. Cette taxe serait payée par l'émetteur du virement mais ne s'appliquerait pas si l'argent provient d'un compte bancaire américain ou est versé au moyen d'une carte de crédit ou de débit émise aux États-Unis. La taxe serait ainsi limitée aux transferts en espèces et aux instruments du même type comme les chèques bancaires. La présidente C. Sheinbaum a salué ce « progrès », soulignant que les envois de fonds en espèce ne représentaient qu'un faible pourcentage (environ 1% selon les données de la Banque centrale du Mexique) mais qu'un programme mis en place par le gouvernement pour rembourser le montant taxé sur les envois de fonds en espèces par le biais de la carte bancaire « paisano » de Finabien, une carte prépayée destinée principalement aux migrants mexicains vivant à l'étranger qui s'insère dans une stratégie du gouvernement visant à offrir des services financiers accessibles aux Mexicains de la diaspora. Le paquet budgétaire proposé par D. Trump sera de nouveau examiné par la Chambre des représentants dans les jours qui suivent, et s'il est approuvé, les envois de fonds pourraient être taxés à partir du 31 décembre 2025.

En mai 2025, les envois de fonds (*remesas*) vers le Mexique ont diminué de 4,6% g.a. pour atteindre 5,36 Mds USD, enregistrant leur deuxième mois consécutif de repli selon la Banque du Mexique (Banxico). Ce recul s'expliquerait notamment par une baisse de 5,7% du nombre de transactions, dans un contexte de durcissement des politiques migratoires aux États-Unis et de discussions autour de la mise en

place d'un prélèvement de 1 % sur les transferts d'argent en espèces. Le montant moyen par envoi s'est toutefois accru de 1,2 %, atteignant 385 USD. Malgré cette tendance baissière en glissement annuel, les flux ont rebondi par rapport au mois précédent : en données désaisonnalisées, les *remesas* ont en effet progressé de 4,2 %, g.m. mettant fin à trois mois de baisse mensuelle. Sur les cinq premiers mois de l'année, les *remesas* cumulées s'élèvent à 24,38 Mds USD, soit une baisse de 3,0 % g.a. Les autorités anticipent une volatilité accrue au second semestre, liée au contexte migratoire et aux mesures fiscales en discussion aux États-Unis. Pour l'ensemble de l'année, une croissance modérée de 2,0 % est attendue, bien que les risques restent orientés à la baisse. En termes réels, les *remesas* pourraient néanmoins atteindre leur plus forte progression depuis quatre ans.

Sectoriel

L'industrie pharmaceutique devrait bénéficier d'un investissement total de 561 M USD dans les prochaines années. Les entreprises pharmaceutiques Laboratorios Kener, Genbio, Alpharma-Biogentec et NeolsyM prendront part aux investissements, annoncés mercredi 2 juillet par le gouvernement, qui visent à renforcer la production nationale de médicaments, développer l'infrastructure biotechnologique et assurer l'autosuffisance sanitaire. Le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard a souligné l'importance de ces développements afin de réduire la dépendance extérieure pour l'approvisionnement en médicaments et en fournitures médicales et a rappelé le potentiel de croissance de ce secteur pour le Mexique. De son côté, le ministre de la Santé David Kershenovich Stalnikowitz a célébré la présence de technologies de pointe dans ces projets de développement ainsi que la construction de la première usine de fractionnement du plasma humain en Amérique latine. Finalement, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a souligné l'importance d'augmenter la production nationale, un objectif central du *Plan México*. Elle explique que l'un des facteurs ayant affaibli l'industrie pharmaceutique est la suppression, sous l'administration de l'ancien président Felipe Calderón (2006 – 2012), de l'obligation pour les entreprises de disposer d'une usine de production au Mexique afin de pouvoir vendre au gouvernement. Elle a ainsi annoncé que les prochains appels d'offres du gouvernement pour l'acquisition de médicaments – évalués à environ 8 Mds USD sur deux ans – privilégieront les entreprises ayant une production installée au Mexique.

Thales modernise le contrôle aérien mexicain avec l'intelligence artificielle. Depuis 1965, Thales est le fournisseur exclusif des Services de Navigation Aérienne de l'Espace Aérien Mexicain (SENEAM), avec 33 radars actifs et des systèmes installés dans 25 aéroports. En 2024, l'entreprise a franchi une nouvelle étape en lançant le développement d'une cinquième plateforme technologique, l'AIS (Aeronautical Information System), intégrant de l'intelligence artificielle pour assister les contrôleurs aériens, dont le Mexique manque, notamment dans la gestion des conflits de trajectoire. Le pays est aujourd'hui l'un des dix marchés les plus stratégiques de Thales. L'entreprise a par ailleurs inauguré à Mexico un centre régional de gestion du trafic aérien en 2023 qui offre un soutien à toute l'Amérique

latine. Selon Analicia Garcia, la directrice générale de Thales Mexique, le fait que l'espace aérien mexicain se situe au milieu du continent américain le rend particulièrement stratégique pour contrôler une partie du trafic aérien continental. L'activité de Thales au Mexique pourrait s'intensifier davantage à l'approche de la Coupe du Monde de football masculin prévue en 2026, les villes hôtes mexicaines – Mexico, Monterrey et Guadalajara – étant déjà en train de rénover leurs aéroports.

BYD suspend son projet d'usine au Mexique en raison des tensions commerciales sino-américaines. Le constructeur chinois BYD a suspendu son projet d'implantation d'une usine d'assemblage de véhicules électriques au Mexique en raison de l'incertitude liée à la politique commerciale du président américain Donald Trump. Annoncée en 2023, cette usine qui devait produire 150 000 véhicules par an et générer 10 000 emplois était destinée à alimenter le marché interne, latinoaméricain et, dans un second temps, étatsunien. BYD avait identifié trois sites potentiels mais a cessé ses recherches en 2024, dans l'attente du résultat de l'élection présidentielle américaine. Le retour de Donald Trump au pouvoir en janvier 2025, assorti de nouvelles hausses tarifaires, a accentué les risques pour l'industrie automobile. Par ailleurs, selon le Financial Times, le ministère chinois du Commerce a retardé l'approbation du projet mexicain, craignant que les Etats-Unis aient accès à la technologie de BYD. L'entreprise qui a inauguré en 2025 une usine au Brésil - sa première hors d'Asie - affirme vouloir maintenir sa stratégie d'expansion sur le continent américain, mais sans calendrier défini à ce jour, compte tenu du contexte commercial mondial incertain.

D'après le dernier classement de l'ONU sur le tourisme, le Mexique se classe comme le 6ème pays le plus visité au monde mais tombe à la 19ème place du classement en termes de revenus générés par les touristes internationaux. Le nombre de touristes continuerait à augmenter, avec une augmentation de 7,4 % en 2024 pour atteindre 45 millions en 2024, mais ces derniers dépenseraient peu par rapport aux autres destinations les plus prisées du tourisme mondial. Le Mexique est évincé des premières places du classement en termes de revenus par des pays comme le Canada, l'Australie, les Émirats Arabes Unis ou le Japon, qui, bien qu'ils reçoivent moins de visiteurs, perçoivent des revenus touristiques bien plus élevés. En 2024, la dépense moyenne par touriste au Mexique était de 730 USD. Plusieurs facteurs pourraient expliquer le faible montant des dépenses notamment le modèle de tourisme « *all inclusive* » proposé par les agences de voyages étrangères qui retirent une part substantielle du bénéfice généré sur la vente des formules aux touristes internationaux. Ce modèle de tourisme « *all inclusive* » limiterait en outre les dépenses supplémentaires des touristes sur le sol mexicain. Enfin, l'insécurité inciterait une partie des touristes à restreindre leurs déplacements et à privilégier les excursions organisées et vendues par leurs agences de voyage.

Finances publiques

Les recettes fiscales du Mexique ont enregistré leur plus forte hausse depuis 2016 au cours des cinq premiers mois de 2025, progressant de 8,9 % g.a.. Selon le ministère des Finances (SHCP), le total a atteint 128,6 Mds USD entre janvier et mai

2025, dépassant les prévisions budgétaires de 4,4 Mds USD. Cette croissance est principalement due à l'augmentation des recettes générées par l'impôt sur le revenu (ISR), qui ont bondi de 8,2 % g.a. sur la période, et de la TVA, en hausse de 12,5 % g.a. Les recettes issues des droits d'importation ont également enregistré une croissance significative de 38,4 % g.a., grâce au durcissement des contrôles douaniers et à une meilleure taxation des plateformes numériques. En revanche, les recettes de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) ont légèrement diminué de 1,1 % g.a.. Cette performance positive des recettes fiscales n'a pas permis de compenser la baisse des revenus pétroliers, qui ont été inférieurs de 9,3 Mds USD aux prévisions, enregistrant une contraction de 23,8 % g.a..

Au cours de la période janvier-mai 2025, l'investissement public a diminué de 29 % g.a., représentant la plus forte baisse enregistrée depuis 1995. L'ensemble des dépenses en capital a reculé de 35,4 %, traduisant un net ralentissement de l'effort public en matière d'infrastructures et d'équipement. Cette contraction s'inscrit dans un contexte de sous-exécution budgétaire : les dépenses publiques ont été inférieures de 11,9 Mds USD par rapport au calendrier établi, dont 10,9 Mds USD de dépenses programmables en moins. Ce repli a contribué à une amélioration du solde budgétaire, avec un déficit inférieur aux prévisions et un excédent primaire supérieur aux objectifs fixés. Toutefois, bien que ce resserrement ait permis de contenir les déséquilibres fiscaux dans un contexte de recettes pétrolières en baisse, la réduction marquée de l'investissement public pourrait freiner la mise en œuvre de projets stratégiques et ralentir le soutien à la croissance potentielle de l'économie à moyen terme.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	03/07/2025
Bourse (IPC)	2,83%	12,32%	58 346,72 points
Change MXN/USD	-1,53%	2,77%	18,64
Change MXN/EUR	-0,86%	12,06%	21,91
Prix du baril mexicain	4,27%	-17,93%	63,47

Amérique centrale

Belize

La récolte sucrière 2024-25 a reculé de 12 % g.a. à 853 000 tonnes avec des pertes estimées à 53 M USD, engageant des mesures d'urgence. Selon l'Institut de recherche bélizien sur la canne à sucre (SIRDI), cette baisse est attribuée principalement à la propagation de la fusariose, qui affecte entre 60 et 70 % des zones de production du nord du pays. En réponse, le gouvernement a alloué 2 M USD à des projets pilotes de lutte biologique (notamment à base de Trichoderma), en coordination avec le SIRDI, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et la Banque mondiale. Des experts étrangers ont également été mobilisés pour appuyer les travaux de recherche agronomique. Le ministre de l'Agriculture, Jose Mai, a par ailleurs évoqué une possible hausse du prix domestique du sucre, afin de contenir la contrebande vers les pays voisins, où le sucre bélizien est vendu jusqu'à trois fois plus cher qu'au niveau national.

Costa Rica

Les exportations de biens du Costa Rica auraient atteint un chiffre record de 8,99 Mds USD pour les cinq premiers mois de 2025, soit une augmentation de 12 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le principal moteur de cette croissance serait celui des équipements médicaux, qui a lui seul représenterait 47 % des exportations de biens du pays, et tirerait à 89 % la croissance des exportations. Par contraste, d'autres secteurs connaîtraient une croissance plus nuancée, notamment le secteur agricole (+0,3 %), le secteur chimique et pharmaceutique (+8 %), la pêche (+6 %). Une légère baisse (-0,1 %) serait par ailleurs enregistrée pour le secteur de l'industrie alimentaire.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) auraient diminué de 25 % au T1 2025 par rapport à la même période en 2024, selon la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Cette chute serait principalement due à un ralentissement des IDE dans les zones franches, qui auraient attiré 65 % du total des IDE l'année dernière. Selon la BCCR, entre janvier et mars 2025, les IDE auraient atteint 921 M USD, soit 315 M USD de moins qu'à la même période en 2024. Selon l'Agence de Promotion du Commerce extérieur (Procomer), cette chute serait notamment due à l'adaptation des multinationales face aux incertitudes mondiales.

El Salvador

Le FMI a conclu la première revue du programme avec El Salvador et approuvé la consultation au titre de l'Article IV, permettant un déblocage immédiat de 118 M USD. Le Fonds a salué les progrès réalisés, en matière de finances publiques, d'accumulation de réserves, de résilience financière et de réformes de gouvernance. Il alerte néanmoins sur les risques extérieurs, liés aux tensions

commerciales et aux politiques migratoires, qui pourraient affecter les envois de fonds (*remesas*) et la croissance. L'organisation internationale appelle à poursuivre les réformes, à maintenir la consolidation budgétaire (objectif de déficit de 3,5 % du PIB), et à finaliser la réforme des retraites dont l'étude actuarielle attendue en août 2025. Le FMI recommande aussi de réduire l'exposition publique au bitcoin, notamment en mettant fin à l'implication de l'État dans le portefeuille Chivo, et insiste sur la nécessité de renforcer la transparence et la lutte contre la corruption.

Guatemala

Le ministère des Finances a présenté au Congrès son projet de budget pour l'exercice 2026, en hausse de 4,5 % g.a.. Le montant prévisionnel atteint 22,2 Mds USD, financé à 74 % par les recettes fiscales et à 19,5 % par endettement (soit environ 4 Mds USD), dont 3,17 Mds USD via des émissions d'obligations du Trésor. Le déficit budgétaire atteindrait 3,2 % du PIB, en légère progression par rapport à 2024 (3,1 %). Le projet devra être approuvé par le Congrès d'ici septembre 2025, échéance jusqu'à laquelle des ajustements restent possibles.

Le taux d'exécution budgétaire au 30 juin n'atteindrait que 40.6%, bien en deçà du rythme prévu. Le ministère des Finances prévoit d'accélérer les dépenses dans cinq secteurs clés, dont les infrastructures routières, l'éducation et la santé, avec l'objectif d'un taux d'exécution de 93,2 % d'ici la fin de l'année 2025. Des voix critiques se sont élevées du côté des députés pour dénoncer l'endettement jugé excessif par rapport à la faible exécution, en particulier dans les ministères de l'Agriculture (MAGA), des Communications, Infrastructure et Logement (MINCIV) et du Développement social (MIDES).

Le directeur exécutif de la Banque mondiale a annoncé l'approbation d'une ligne de crédit de 400 M USD destinée à l'amélioration des routes rurales guatémaltèques. Cette somme permettra l'amélioration de 640 km de routes et d'infrastructures rurales dans le cadre du Programme national d'infrastructure rurale et de mobilité, qui bénéficierait à 5,1 millions de guatémaltèques. Ce programme marque une étape clé dans le développement économique du pays et le désenclavement des zones rurales puisque seulement 40 % des routes nationales sont pavées, nuisant à la mobilité et au développement du commerce Guatemala. De plus, les femmes feront l'objet d'une inclusion renforcée au sein de ce plan de développement. Le gouvernement doit désormais obtenir l'approbation du Congrès pour entériner ce crédit qui avait été sollicité en 2024 par le Ministère des Communications, des Infrastructures et du Logement (MINCIV)

Honduras

L'inflation a ralenti à 4,67 % g.a. en mai 2025 d'après la Banque centrale du Honduras (BCH). Ce repli s'inscrit dans la tendance à la modération des prix observée depuis le début de l'année, en ligne avec l'objectif de la BCH (4 % ± 1 pp). Cette décélération s'expliquerait en partie par les mesures de soutien mises en œuvre par les autorités, notamment les subventions aux carburants et à l'électricité qui réduisent artificiellement les prix à la consommation. L'inflation mensuelle reste stable à 0,11 % g.m. en mai, traduisant une certaine normalisation

des pressions inflationnistes. Ce recul de l'inflation s'accompagne d'une dynamique de prix plus contenue pour les produits alimentaires, les transports et l'énergie, en dépit d'un contexte régional encore marqué par des tensions sur certains intrants.

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) auraient progressé de 5,7% g.a. au T1 2025, atteignant 453,1M USD. La Banque centrale du Honduras (BCH) explique cette progression par la hausse des réinvestissements de bénéfices, qui représentent 60,1% du total (272,4M USD), et par des apports en capital sous forme de participations (273,2M USD). Les prêts interentreprises nets se sont également accrus, atteignant 180M USD. Le secteur manufacturier concentre la majeure partie des flux entrants (148,1M USD), notamment dans les activités liées à la transformation du café, soutenues par la hausse des prix internationaux. La BCH souligne que l'augmentation des investissements traduit un regain de confiance des entreprises étrangères, dans un contexte marqué par le programme en cours avec le FMI.

Nicaragua

Le nombre de cartes de paiement en circulation s'est accru de 13,3% g.a. au T1 2025. Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), cette croissance serait portée principalement par les cartes de débit, qui représentent 74,6% du total, suivies des cartes de crédit (24,4%) et des cartes prépayées (1,0%). L'usage des cartes continue de progresser : 43,9 millions de transactions ont été enregistrées au cours du trimestre, pour un montant total de 4,2 Md USD, soit une augmentation annuelle de 5,1% en volume et de 15,9% en valeur. De manière plus large, les systèmes et services de paiement ont traité 65,9 millions d'opérations (+14,3% g.a.), pour une valeur globale de 43,8 Mds USD (+30% g.a.). Le développement de la monnaie électronique accompagne cette dynamique : le nombre de comptes actifs a atteint 436 410 unités (+39,7% g.a.), tandis que les portefeuilles numériques comptent désormais 835 344 utilisateurs (+38,5% g.a.).

Panama

Le Président panaméen, José Raul Mulino, a présenté son bilan après un an de mandat : un bilan axé sur une présence croissante du pays dans les institutions internationales et sur des efforts pour améliorer sa réputation auprès des investisseurs. Le président panaméen a souligné l'appétence du Panama pour le multilatéralisme, rappelant l'accession récente du pays au statut d'Etat associé du MERCOSUR. A cela s'ajoute la demande officielle d'adhésion du pays à l'OCDE, témoignant de sa volonté de se conformer aux plus hauts standards économiques, fiscaux et de transparence. L'amélioration de l'image internationale du pays auprès des investisseurs semble rester une priorité. Le président a rappelé à ce titre l'engagement pris par la Commission européenne de retirer le Panama de la liste des pays tiers à haut risque en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT). En termes de coopération internationale, plus

d'une centaine de projets non remboursables seraient mis en œuvre dans de nombreux domaines : gouvernance démocratique, développement économique, inclusion sociale, climat, éducation, innovation ou encore agriculture. Côté réformes, le président continue de défendre sa réforme de la Caisse de sécurité sociale - toujours contestée - et annonce une restructuration de l'administration : transformation du ministère de la Femme en secrétariat au sein du ministère du Développement social, intégration de Propanama au sein du ministère du Commerce et de l'Industrie, conversion de la Banque hypothécaire nationale en institut de logement social avec réduction de 80 % des effectifs...

Le Canal de Panama aurait franchi le seuil des 25 000 transits depuis son élargissement, il y a neuf ans. Les écluses Neopanamax, réalisées par les panaméens, auraient accueilli 2 181 navires sur les huit derniers mois, soit une hausse de plus de 21 % par rapport à la même période en 2024. Selon l'Autorité du Canal de Panama (ACP), le trafic quotidien serait en progression constante, porté par la remontée des niveaux d'eau des lacs Gatún et Alajuela, sévèrement affectés en 2023 par le phénomène El Niño. L'ACP souligne que l'élargissement aurait permis de renforcer les recettes du pays et de consolider la position du Canal comme hub logistique régional, symbole de fierté pour ses 8 700 employés et pour les Panaméens. Parmi les priorités mises en avant pour les prochaines années figure la gestion durable de l'eau, désormais érigée en enjeu national, d'autant plus que les lacs précédemment cités approvisionneraient en eau potable près de 50 % de la population. L'ACP souligne que les projets d'infrastructures comme celui du réservoir du Rio Indio pourraient s'avérer cruciaux pour sécuriser la ressource dans les années à venir.

Caraïbes

Bahamas

Les Bahamas auraient levé plus d'un milliard de dollars sur les marchés de capitaux internationaux afin de refinancer une partie de leur dette et de soutenir de nouveaux projets d'investissement. Cette émission obligataire aurait permis au gouvernement de racheter 767 M USD de dettes anciennes, contribuant ainsi à alléger le service de la dette. Les fonds mobilisés serviraient également à la création, d'ici la fin du mois, d'un Fonds national d'investissement destiné à appuyer des projets de développement. Ce fonds ciblerait en priorité des infrastructures jugées stratégiques, telles que la rénovation de l'aéroport international de Grand Bahama et le développement du Glass Window Bridge. Des investissements seraient également prévus dans l'économie orange (culture et industries créatives) et l'économie bleue (secteur maritime).

Cuba

Donald Trump signe un mémorandum visant à renforcer les sanctions américaines sur Cuba, en limitant davantage les transactions financières et en interdisant le tourisme américain sur l'île. Le texte, publié par la Maison Blanche lundi, établit que l'objectif est de restaurer l'approche ferme qui a caractérisé le premier mandat du Président américain et de défaire les assouplissements introduits par l'administration Biden. Le mémorandum soutient qu'il est nécessaire de mettre fin aux relations économiques qui profiteraient au régime cubain, en particulier avec les institutions militaires, de renseignement et de sécurité. Pour cela, une interdiction de toutes les transactions financières, directes ou indirectes, avec des entités contrôlées par l'appareil militaire est mise en place, comme le conglomérat GAESA et ses filiales, à l'exception des opérations jugées « compatibles avec les intérêts stratégiques des États-Unis » ou qui contribuent « directement au bien-être du peuple de l'île ». Le document indique également souhaiter interdire le tourisme américain à Cuba et ordonne le respect strict de cette mesure par le biais d'audits réguliers et de la tenue obligatoire de registres détaillés de toutes les transactions liées aux voyages pendant une durée minimale de cinq ans. La Maison Blanche affirme que le tourisme ne représente pas seulement une source de revenus pour le régime, mais qu'il a également été exploité pour contourner des restrictions antérieures. De plus, le mémorandum renforce l'embargo économique en vigueur, exprimant une position claire de rejet de toute tentative, de la part des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux, d'exiger son abolition. Le Trésor et le Département des transports américains ont désormais 30 jours pour proposer des mesures en ce sens. Les autorités cubaines, via le ministre des relations extérieures, ont déjà condamné, sans surprise, ce mémorandum.

Jamaïque

Dans le cadre de sa revue au titre de l'Article IV, le Fonds monétaire international (FMI) aurait recommandé à la Banque de Jamaïque (BOJ) de réduire ses interventions sur le marché des changes. Depuis le début de l'année, la BOJ serait intervenue à 17 reprises, cédant pour 470 M USD de devises afin de freiner la dépréciation du dollar jamaïcain. Le FMI a reconnu que ces opérations avaient contribué à maintenir l'inflation dans la fourchette cible de 4 à 6 % et à préserver la stabilité du marché. Il jugerait néanmoins souhaitable d'accorder une plus grande flexibilité au taux de change, estimant qu'un ajustement plus libre permettrait un meilleur accès aux devises étrangères, à un coût potentiellement inférieur pour les entreprises.

République Dominicaine

Selon les données préliminaires de la Banque centrale de République dominicaine (BCRD), l'Indice Mensuel d'Activité Économique (IMAE) indique que l'économie dominicaine a enregistré en mai une croissance annuelle de 3,1 %, en accélération par rapport aux 1,7 % observés en avril. Cette hausse s'inscrit dans un contexte de reprise progressive des activités minières, agricoles, manufacturières et de

construction. Sur les cinq premiers mois de l'année, l'IMAE affiche une croissance de 2,6 % g.a. Le secteur minier se distingue particulièrement avec une hausse de 21 % g.a. en mai, encouragé par l'augmentation des extractions d'or (+35,6 %) et d'argent (+28,7 %). Le secteur de la construction amorce également un léger redressement, avec une croissance de 1,9 % g.a. en mai, atténuant la contraction observée en début d'année (-2,3 % de janvier à avril). Le secteur agricole, quant à lui, maintient sa dynamique avec + 4,9 % enregistré sur les cinq premiers mois, portée par la hausse de la production de riz, de bananes, d'avocats, d'œufs et de volaille. Enfin, l'activité d'intermédiation financière opère un rebond particulièrement marqué avec une croissance cumulée de 8,2 % g.a, justifiée par l'expansion du crédit au secteur privé (+ 9,8 %). Les mesures de soutien monétaire récemment mises en place, notamment l'injection de 81 Mds DOP (≈ 1,4 Mds USD) par le Conseil monétaire, auront pour objectif de soutenir ces secteurs productifs et renforcer la demande interne.

Selon les dernières estimations du World Travel & Tourism Council (WTTC), le secteur touristique en République dominicaine devrait générer 21,1 Mds USD en 2025, représentant 15,8 % du PIB. En 2024, cette contribution s'élevait à 20,5 Mds USD (16,1% du PIB), portée par 11,4 Mds USD de dépenses des visiteurs internationaux et 4,1 Mds USD de dépenses domestiques. En matière d'emploi, le secteur devrait mobiliser 893 000 travailleurs d'ici la fin de l'année, représentant 17,9% de la population active, contre 876 100 en 2024. Le WTTC anticipe une croissance continue d'ici 2035, avec une contribution potentielle de 29 Mds USD au PIB et près d'un million d'emplois. Alors que le tourisme traditionnel poursuit sa trajectoire ascendante, le tourisme médical représente un levier de diversification très peu exploité pour le moment. Estimé à 1,3 Mds USD par an, ce type de tourisme attirerait principalement des patients en quête de soins spécialisés à coûts compétitifs. Toutefois, selon l'Association dominicaine du tourisme de santé (ADTS), le manque de stratégie coordonnée et de promotion limite le rayonnement du pays dans ce secteur en croissance mondiale. L'association recommande notamment une meilleure réglementation du secteur, la mise en place d'incitations fiscales ainsi qu'un contrôle renforcé des établissements non accrédités, afin de consolider la réputation et la fiabilité du pays dans ce domaine.

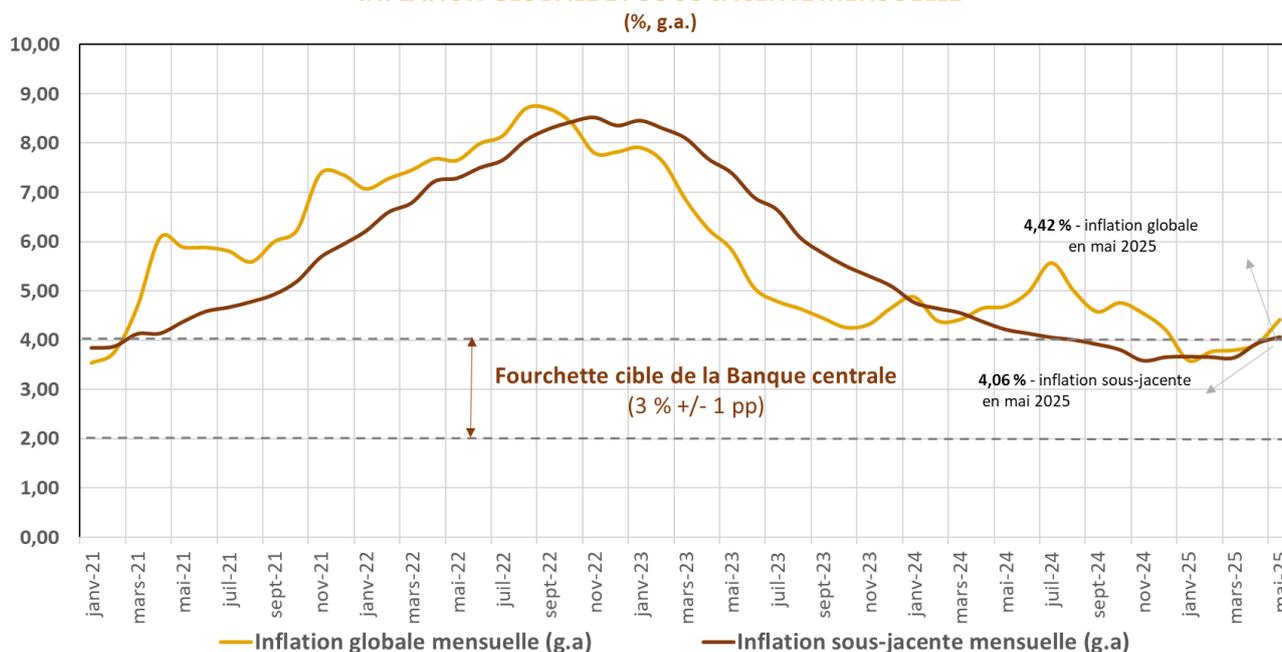
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

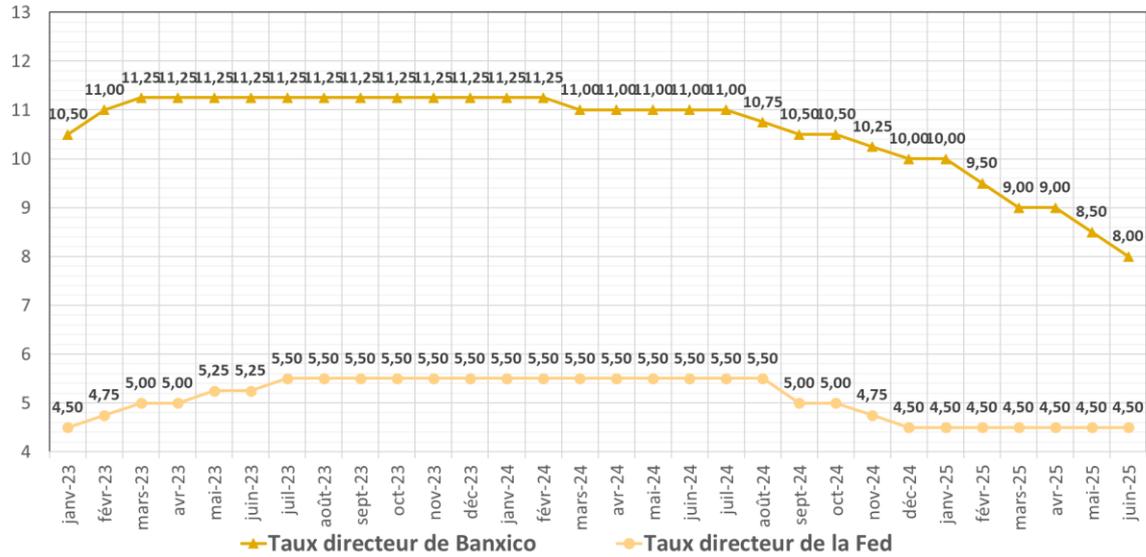
- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



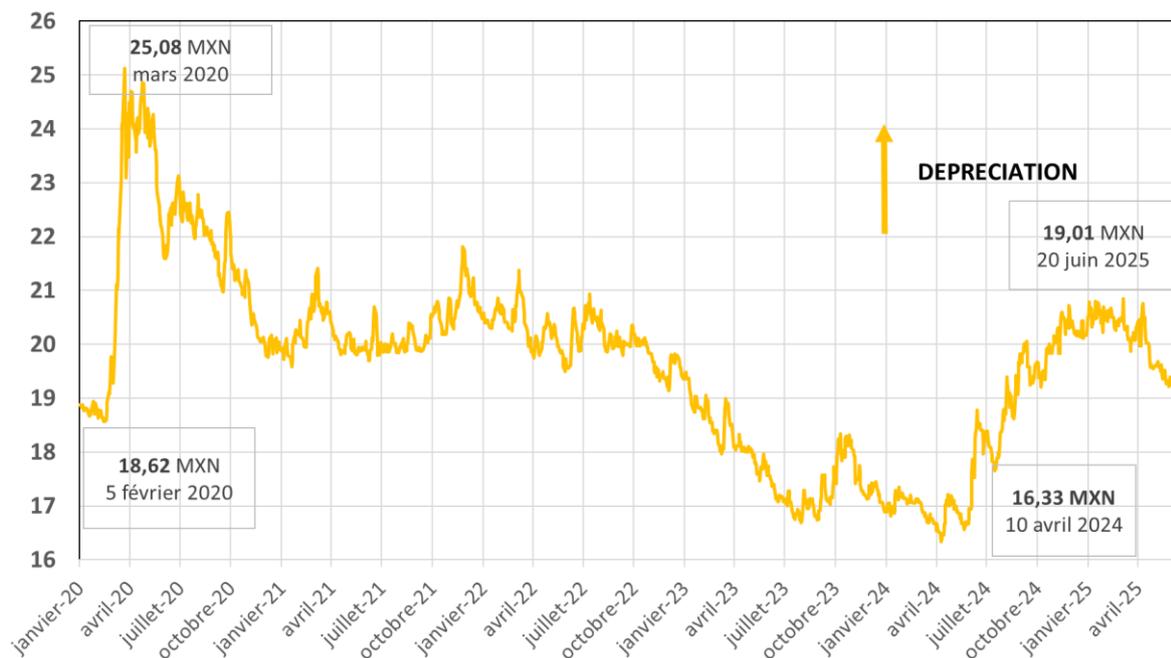
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

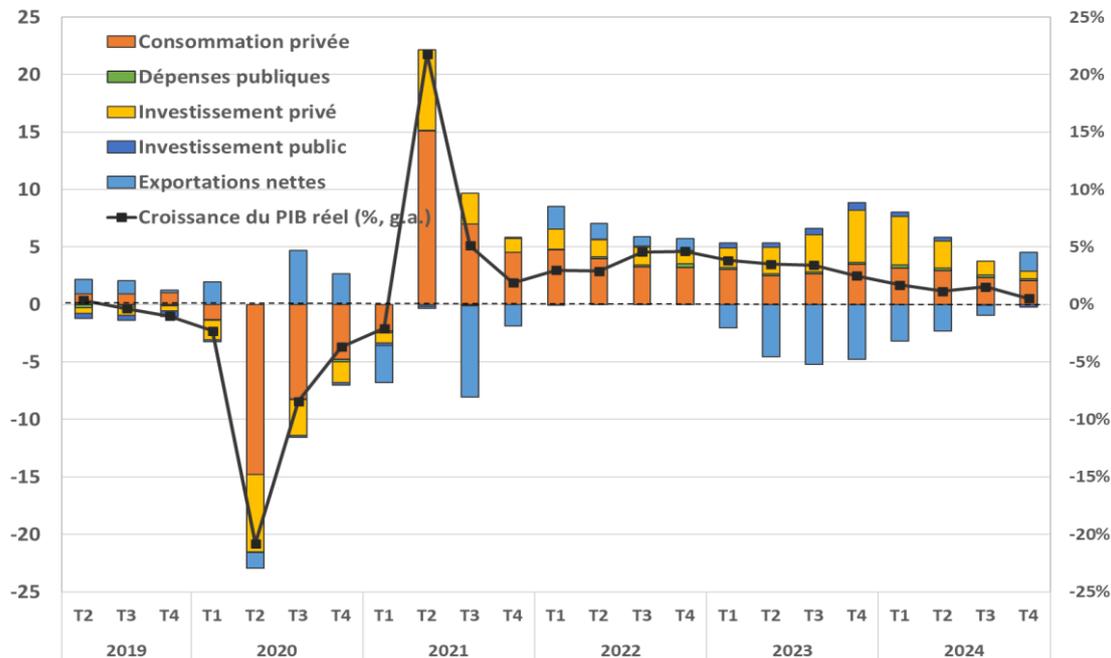
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

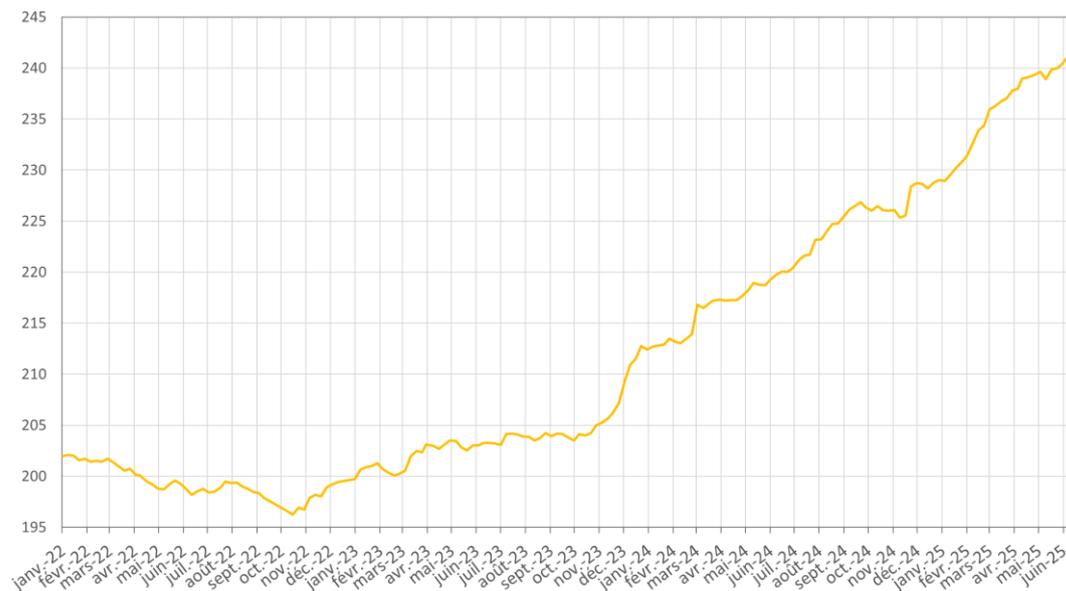
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr